

Brèves économiques pour le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes du 17 au 23 janvier 2019

Mexique

2017 – PIB : 1149 Mds USD | Pop : 129 M hbts

« *Huachicoleo* »

L'organisation nationale des exportateurs de pétrole (Onexpo) dénonce un réseau parallèle d'approvisionnement illégal en carburants et estime qu'il existe environ 50 000 points de « huachimenudeo » (points d'approvisionnement), soit quatre fois plus que le nombre de stations-services dans le pays. Ces points de « huachicomenudeo » ont été détectés sur tout le territoire national. Selon PEMEX, en 2018, près de 15 000 points de vente clandestins ont été localisés, contre 10 000 identifiés à la fin de 2017.

Le besoin de financement de PEMEX s'élève à 10 Mds USD (197 Mds MXN) cette année, selon les estimations du Ministère des Finances.

Selon Moody's, les économies faites en combattant le vol de carburant pourraient permettre de couvrir 32% des besoins en financement externe de PEMEX. En effet, au cours des dernières années le vol de carburant a coûté 3 Mds USD en revenus annuels à l'entreprise pétrolière.

Le Gouvernement a publié le 17 janvier pour consultation un décret portant sur la création d'un Centre de logistique pour la distribution et le transport du pétrole, nouvel organe décentralisé du Ministère de l'Énergie. Celui-ci aurait à charge la gestion du réseau de pipelines dans le pays, actuellement coordonné par la filiale Logistique de PEMEX, ainsi que la signature des contrats avec ceux qui souhaitent utiliser le réseau.

Suite à l'explosion d'un gazoduc à Tlahuelilpan provoquant plus de 100 morts, le Président a annoncé la mise en place de programmes sociaux dans 91 municipalités où passent des pipelines de PEMEX, pour désinciter la population à se livrer au vol de carburant. AMLO a indiqué que ce plan devrait concerner 1,7 million de personnes et que 203 M USD seront investis.

Economie

Le FMI a réduit ses prévisions de croissance pour le Mexique à 2,1% en 2019 (contre 2,5% en octobre) et à 2,2% pour 2020 (contre 2,7% précédemment). Un « investissement privé moins important » que prévu justifie, selon l'institution, cette baisse. Cette croissance reste cependant supérieure à celle estimée pour la région Amérique latine (2% pour 2019).

L'indice des prix à la consommation a enregistré une inflation de 4,52% sur la 1^{ère} quinzaine de janvier 2019 (vs. 4,66% sur la 2^{ème} quinzaine de décembre), soit un niveau inférieur aux estimations préliminaires. La faiblesse de l'inflation comparée aux estimations provient d'une croissance de l'indice sous-jacent¹ plus faible que prévue (3,64% g.a.). L'indice non sous-jacent a crû de 7,31% g.a.. Citibanamex anticipe une inflation à 4% g.a. pour fin 2019.

Fitch Ratings a attribué la note BBB + à la première émission d'obligations du Gouvernement sur les marchés financiers internationaux, d'un montant de 2 Mds USD, le 16 janvier 2019. Le Ministère des Finances a qualifié la transaction de « réussie » : le montant total de la demande a été supérieur à 8 Mds USD, soit 4 fois le montant émis. Plus de 320 investisseurs institutionnels américains, européens, asiatiques et du Moyen-Orient ont participé à la transaction.

Fitch Ratings prévoit une croissance plus faible de l'investissement des entreprises en 2019, due aux politiques du nouveau Gouvernement qui génèrent une plus grande incertitude, et à la difficulté que pourrait poser la ratification de l'Accord de libre-échange entre le Mexique, les États-Unis et le Canada. L'agence de notation a également souligné que le comportement des États-Unis constituera un autre facteur déterminant de la croissance mexicaine. Elle prévoit cependant une croissance de 2,1% du PIB mexicain sur l'année.

La Banque centrale du Mexique (Banxico) a remporté le prix du « Meilleur Administrateur des réserves internationales de l'année », décerné par Central Banking Publications.

Lors de leur première conférence en tant que sous-gouverneurs de Banxico, Jonathan Heath et Gerardo Esquivel ont estimé que les principaux défis auxquels la Banque centrale sera confrontée cette année sont liés au ralentissement de l'économie mondiale, à la volatilité des marchés et à la stabilité des prix.

¹ L'inflation sous-jacente est l'inflation reflétée par l'indice des prix à la consommation (IPC) lorsqu'elle ne tient pas compte des produits énergétiques ni des aliments soumis à des chocs exogènes.

Le taux de chômage a atteint 3,6% en décembre dernier, soit son niveau le plus élevé en deux ans. Selon Banorte, cette augmentation est due au faible taux de création d'emplois formels et aux mesures d'austérité mises en place par la nouvelle administration, qui ont donné lieu à des licenciements. Par ailleurs, le taux d'informalité a légèrement diminué en décembre, atteignant 56,8%.

Le président Andrés Manuel López Obrador a présenté devant le Congrès une initiative permettant l'accès des jeunes de 15 à 17 ans à un compte bancaire sans autorisation de leurs parents. Cette mesure, qui concerne 7 millions de jeunes, permettrait notamment aux jeunes qui travaillent très tôt de recevoir leur salaire sur leur propre compte bancaire et s'insérer ainsi dans le système financier formel.

La détention par des étrangers de titres de créance émis sur le marché intérieur et libellés en pesos est de 2 000 Mds MXN (115 Mds USD) au 14 janvier, un niveau jamais vu depuis avril 2017, selon la Banque du Mexique. La combinaison de taux d'intérêt attractifs au Mexique et d'un risque pays moindre a motivé l'achat de ces titres de créance.

Finances publiques

Dans le cadre des mesures d' « austérité républicaine », le Gouvernement a supprimé près de 10 000 emplois au sein de l'administration publique fédérale. Ces baisses de personnels concernent tout particulièrement le Ministère du Bien-Être (-8000 postes), premier affecté, mais également le Ministère de l'Intérieur (-350 postes), le Ministère de la Santé (-118 postes), de la Marine (-109 postes) et des Communications et Transports (-100 postes).

Le Conseil de Coordination des Entreprises (CCE), plus haute instance de représentation des entreprises, prépare une proposition de réforme fiscale qui sera présentée en mai prochain. Le président du CCE a estimé que la réforme fiscale mise en place il y a quelques années n'était « qu'à moitié terminée ».

Dans une initiative envoyée au Congrès, AMLO propose une flexibilisation du régime d'investissement des Afores (fonds de retraite). Le Gouvernement propose de changer le régime de ces fonds afin qu'ils puissent investir dans des PME, ainsi que dans des instruments qui ne sont pas nécessairement cotés en bourse.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau du 23/01/2019
Bourse (IPC)	-0,6%	-13,09%	43679,67 points
Taux de change USD/Peso	+0,7%	+2,9%	19,03 USD/MXN
Taux de change Euro/Peso	+0,6%	-5,6%	21,66 EUR/MXN
Prix du baril de pétrole mexicain	+3,1%	-10,1%	53,66 USD

AMERIQUE CENTRALE

2017 – PIB : 262,1 Mds USD | Pop : 47 M hbts

En 2018, le nombre de touristes internationaux arrivés en Amérique centrale a diminué de 2% par rapport à 2017, ce qui contraste avec les augmentations de 4% et 3% enregistrées respectivement en Amérique du Nord et du Sud.

Costa Rica

2017 – PIB : 58 Mds USD | Pop : 4,9 M hbts

En 2018, le déficit budgétaire a atteint 6% du PIB, soit 1,2 point de pourcentage de moins que les prévisions. Il était de 6,2% du PIB en 2017. Il s'agit de la 1^{ère} réduction du déficit du Gouvernement central (en % du PIB) en 10 ans. Le déficit primaire a atteint 2,4% du PIB, contre 3,0% en 2017. Toutefois, le paiement des intérêts de la dette a augmenté de 20,2% et les dépenses totales du Gouvernement ont crû de 3,5% par rapport à 2017. Enfin, la dette a augmenté, passant de 49,2% à 53,7% du PIB en 2018 (les prévisions étaient de 55,4% du PIB).

Le Gouvernement demandera au moins 1 Md USD aux organismes multilatéraux (Banque Mondiale, BCIE, et BID), pour faire face à ces besoins de financement en 2019 et 2020. La négociation avec les organisations internationales fait partie d'une stratégie visant à obtenir des ressources à faible coût et à plus long terme.

Entre 2017 et 2018, les entités bancaires au Costa Rica enregistrent une légère hausse des bénéfices de 3%. Ce résultat s'explique, en partie, par le ralentissement des crédits au secteur privé. En septembre 2018, les prêts au secteur privé ont augmenté de 5,2% en g.a, contre +10,3% en septembre 2017.

Guatemala

2017 – PIB : 75,7 Mds USD | Pop : 16,9 M hbts

97% des biens échangés dans le cadre de l'accord de libre-échange avec les Etats-Unis (CAFTA –RD) feront l'objet d'une réduction ou d'une exemption de droits de douane en 2019. L'accord a permis au Guatemala de

consolider ses échanges avec les Etats-Unis, malgré la persistance d'un déficit commercial. Les secteurs ayant su tirer profit de l'accord de libre-échange sont le textile, les services et les *call-centers*. Le manque d'infrastructures routières, portuaires et aéroportuaires, le manque de sécurité juridique et la nécessité de changer la réglementation fiscale nuisent cependant au bon développement du commerce international du pays.

Le processus de démocratisation de la dette publique a permis de doubler le montant acquis par les petits investisseurs en 2018 (2,3 M USD en bons du trésor) sur le marché des capitaux. Le montant minimum de souscription a été établi à 1 300 USD, contre 3 300 USD initialement. L'objectif est de créer une culture de l'épargne et de développer le marché secondaire.

Les recettes fiscales se sont élevées à 7,5 Mds USD en 2018 (+3,6% en g.a.), générant un excédent de 95 M USD, supérieur aux estimations. Les impôts sur le commerce extérieur se sont élevés à 2,2 Mds USD et les impôts internes à 5,5 Mds USD (dont 2,1 Mds USD issus de l'impôt sur le revenu).

Les Etats-Unis sont le 1^{er} partenaire commercial du Guatemala, devant l'Amérique centrale. 12% des exportations guatémaltèques vers la région sont à destination du Salvador, son 1^{er} partenaire centraméricain. En 2018, ces exportations ont connu un taux de croissance de 10%, et atteignent ainsi une moyenne de 1,2 Md USD au cours des 9 dernières années.

Honduras

2017 – PIB : 22,9 Mds USD | Pop : 9,2 M hbts

Entre janvier et novembre 2018, la balance commerciale a enregistré un déficit de 5,5 Mds USD, soit 18% de plus qu'au cours de la même période en 2017. Cette augmentation du déficit s'explique notamment par la hausse de 8,1% des importations sur la même période, tandis que la baisse du prix international du café et la baisse de la demande d'huile de palme ont provoqué une baisse de la valeur des exportations (-3,2%).

Une entreprise nationale d'aviation devrait voir le jour au Honduras d'ici 2020. Des entreprises honduriennes et boliviennes souhaiteraient créer une compagnie aérienne avec la certification de catégorie 1 (permettant aux avions d'atterrir aux Etats-Unis). Actuellement, le Honduras est le seul pays de la région à ne pas disposer de cette certification.

Le groupe Karim's (secteur textile et immobilier) a investi 22 M USD afin de développer le complexe *Altia Technology Park*, créant près de 2 500 nouveaux emplois. Il permettra à des entreprises honduriennes spécialisées dans les technologies avancées d'offrir leurs services à des entreprises comme Amazon et d'autres grands groupes, selon le président de Karim's.

Nicaragua

2017 – PIB : 13,7 Mds USD | Pop : 6,2 M hbts

En octobre 2018, l'indice mensuel d'activité économique (IMAE) a chuté de 6% (g.a), principalement en raison des moindres performances des secteurs du commerce, de l'hôtellerie et de la restauration.

Suite à la crise économique et politique, les ventes du secteur immobilier à Managua ont chuté de 50% en 2018 (g.a).

Le secteur bancaire a dû renoncer à octroyer 772 M USD de prêts aux ménages et aux entreprises en 2018, suite à la fuite massive des dépôts. 37 agences bancaires ont fermé l'an dernier suite à la crise dans le pays.

Panama

2017 – PIB : 61,9 Mds USD | Pop : 4 M hbts

L'Assemblée Nationale a approuvé, en 2nd débat, le projet de loi 692 créant le code de procédure fiscale, qui entrera en vigueur en 2020. Le projet de loi comprend plusieurs articles relatifs à la fraude fiscale, dont la pénalisation fait l'objet d'un autre débat en cours. En effet, l'exécutif souhaite éviter l'inclusion du Panama dans la liste grise du GAFI, dont la plénière se réunira en février à Paris. Le débat sur ce 2nd projet de loi reste cependant tendu à l'Assemblée, et le vote a été repoussé à la semaine prochaine.

Le Panama a obtenu une notation positive lors de l'évaluation des régimes panaméens du Forum sur les pratiques fiscales pernicieuses du plan d'action BEPS (*Base Erosion Profit Sharing*), coordonné par l'OCDE. Cette décision est due aux progrès réalisés par le Panama dans l'adaptation de son cadre législatif afin d'éviter l'érosion des bases d'imposition et le transfert de bénéficiaires.

En 2018, l'activité commerciale dans la Zone Franche de Colon (ZLC) a augmenté de 6,5%, pour atteindre 21 Mds USD. Les importations enregistrent une hausse de 7%, s'établissant à 10 Mds USD. Les réexportations progressent de 6,2%, et atteignent 11 Mds USD. La Chine reste le 1^{er} fournisseur de la ZLC, avec 3,2 Mds USD de marchandises, suivie de Singapour (1,7 Md USD) et des Etats-Unis (1,3 Md USD).

De janvier à novembre 2018, l'économie panaméenne a crû de 3,2% en g.a. L'Indice Mensuel d'Activité Economique affiche la plus faible croissance de ces 6 dernières années. Les activités de transports et communication

ainsi que les activités commerciales ont enregistré de bonnes performances. Les secteurs de l'agriculture, de la pêche, de la production manufacturière et des loisirs présentent des taux de croissance plus faibles.

Fin décembre 2018, le solde de la dette publique est de 25,7 Mds USD, soit une augmentation de 9% en un an et de 40% depuis l'arrivée au pouvoir du Président Valera en 2014. Ces chiffres n'incluent pas les engagements de l'autorité du canal de Panama, l'aéroport international de Tocumen, l'entreprise nationale des autoroutes et l'entreprise de transmission électrique, qui ont contracté des prêts et réalisé des émissions pour financer des projets ces dernières années. En intégrant les crédits au secteur privé, l'endettement total (public et privé) dépasse 79 Mds USD, soit près de 121% du PIB.

De janvier à novembre 2018, le Panama a importé des biens pour un montant total de 12,1 Mds USD, soit une augmentation de 5% par rapport à la même période en 2017. Cette augmentation a notamment été tirée par les achats de biens de consommation qui ont crû de 10%, passant de 5,3 Mds USD à 5,9 Mds USD.

Salvador

2017 – PIB : 28 Mds USD | Pop : 6,3 M hbts

En 2018, le pays a reçu 5,5 Mds USD de remesas, soit une augmentation de 8,4% par rapport à 2017. Elles ont majoritairement été envoyées des Etats-Unis (93% des envois), suivis du Canada et de l'Italie.

Le secteur de la construction a affiché une croissance de 7% en 2018, selon la Banque centrale. La Chambre Salvadorienne de la Construction estime un total d'investissements de 500 M USD dans les deux prochaines années et une création de 25 000 emplois directs.

CARAÏBES

2017 – PIB : 147,9 Mds USD | Pop : 27,3 M hbts

Antigua-et-Barbuda

2017 – PIB : 1,5 Mds USD | Pop : 102 000 hbts

Le pays a accueilli près de 1,1 M de touristes en 2018, en hausse de 2% par rapport à 2017. Le seuil des 1 M de touristes avait été atteint pour la 1^{ère} fois en 2017 (1,06 M de touristes). Les perspectives pour 2019 sont positives, le pays devant bénéficier de la modernisation des infrastructures touristiques, d'une meilleure connectivité du transport aérien et d'une campagne internationale visant à générer une demande pendant la saison basse.

Haïti

2017 – PIB : 8,6 Mds USD | Pop : 10,9 M hbts

Le budget pour l'année fiscale 2018-19 a été renvoyé à l'exécutif par la Chambre des Députés sur la base de préoccupations des députés quant à la conformité du document. Ces préoccupations sont liées au respect des lois, aux exigences et aux attentes liées à la conjoncture pour 2019 et au respect des attentes de la population haïtienne. Les députés ont été alertés par des experts concernant ces aspects du budget.

La facture pétrolière d'Haïti a augmenté de 27% en 2018. Celle-ci est passée de 743,2 M USD à 942,6 M USD. Elle avait augmenté de 30% en 2017. Mettant en avant l'exemple costaricain, le Ministre des Finances a souhaité une baisse de la dépendance énergétique d'Haïti vis-à-vis des hydrocarbures via une mise à profit du potentiel d'Haïti pour les énergies renouvelables.

Jamaïque

2017 – PIB : 14,4 Mds USD | Pop : 2,9 M hbts

Fin octobre 2018, le taux de chômage a atteint de 8,7% (contre 10,5% un an plus tôt). La population active occupée a crû de 1,2% en g.a.. La croissance de l'emploi chez les femmes a été plus de 2 fois supérieure à celle des hommes. En parallèle, le taux de chômage des jeunes a baissé, passant de 25,4% à 24,9% en octobre 2018.

La bourse jamaïcaine a été présentée par Bloomberg comme étant la place boursière ayant connu la plus forte hausse mondiale (+29% sur l'année 2018). Le total de la valorisation boursière du principal indice boursier jamaïcain (37 titres) atteint 11 Mds USD.

République dominicaine

2017 – PIB : 75 Mds USD | Pop : 10,8 M hbts

Le déficit commercial a atteint 47,36 Mds USD en 2018. Les importations dominicaines se sont élevées à 91,34 Mds USD en 2018, contre 43,86 Mds USD d'exportations. Selon l'association dominicaine des zones franches, les exportations des zones franches ont atteint 6,25 Mds USD en 2018, soit une croissance de 9,8% sur l'année.

En 2018, les zones franches ont intégré 686 entreprises et 73 parcs industriels. 170 000 emplois ont été créés dans les zones franches en 2018, soit une croissance de plus de 5% vs. 2017.

La tendance à la hausse des flux de *remesas* s'est poursuivie en 2018. Les *remesas* devraient atteindre 6,52 Mds USD sur l'année, soit une croissance de 10,4% par rapport à 2017. Il s'agit du 3^{ème} poste d'entrée de devises au sein des flux de la balance courante dominicaine.

Saint-Christophe-et-Niévès

2017 – PIB : 1,5 Md USD | Pop : 55 000 hbts

En 2018, le programme de citoyenneté par investissement (CBI) a apporté près de 159,5 M USD à la Fédération, soit une augmentation de 20% par rapport à 2017. La moitié des revenus de l'Etat proviennent du CBI.

Trinité-et-Tobago

2017 – PIB : 21,6 Mds USD | Pop : 1,4 M hbts

Le Premier Ministre Rowley a rencontré les dirigeants de *China ZhenHua Oil Company* et de *CIC Capital Corporation* (plus grand fonds souverain chinois considéré comme un partenaire stratégique du pays). CIC détient 10% des parts du train 1 d'Atlantic LNG. Au cours de cette rencontre, l'avenir du train, de potentiels accords bancaires avec une banque chinoise à Trinité-et-Tobago et de possibles investissements dans le secteur énergétique ont été discutés.

Sandals Resorts International (SRI) a annoncé qu'il ne réalisera pas la construction du resort à Tobago initialement prévu. SRI a estimé que ses priorités et ses plans d'expansion n'étaient finalement pas en ligne avec le projet de développement proposé à Tobago. Ce projet aurait représenté un tournant majeur pour la diversification de l'économie trinitadienne, très dépendante du secteur énergétique.

Clause de non-responsabilité - Le Service Economique Régional de Mexico s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.